

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Eau Potable -
Tarification de l'eau potable sur le
territoire de la CASA - Modification

<div><div><div></div></div><div>Original</div></div> <div><div><div></div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.229

Date de la convocation :
Le 02/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **17 NOV. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 NOV. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 08 novembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 08 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Frédéric POMA à Jean-Pierre CAMILLA, Eric MELE à Gérald LOMBARDO, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Thérèse DARTOIS à Sylvie MARCHAND, Marie ANASSE à Catherine LANZA, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Marinette LANGLAIS à Michel MANAGO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Céline LAMBIN à Elisabeth DEBORDE, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI

ABSENTS :

Geneviève PIERRAT, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoyant notamment que les communautés d'agglomération exerceront à titre obligatoire la compétence eau potable à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) ;

Vu la délibération n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A de la compétence obligatoire eau potable prévue à l'article L. 2224-7 du C.G.C.T., à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération n°CC.2019.228 en date du 21 décembre 2020 du Conseil Communautaire relative au Vote des taux de Fiscalité Directe Locale de l'année 2020 qui a eu pour objet d'approuver le principe de continuité des délibérations des communes remettantes de la compétence, et d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les délibérations en vigueur au 31 décembre 2019.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la CASA est compétente en matière d'eau potable dans les conditions prévues à l'article L. 2224-7 du C.G.C.T., cette compétence ayant été transférée à titre obligatoire à la CASA par ses Communes membres.

Ce transfert a notamment induit :

- la mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de ladite compétence,
- le transfert des agents identifiés sur le service de l'eau,
- un transfert, pour certains partiel, des résultats comptables des communes au 31 décembre 2019.

A l'issue du transfert, la CASA a élaboré en 2020 un état des lieux sur les aspects juridiques, techniques et financiers. De cet état des lieux ressort une très grande hétérogénéité des situations telles que :

- un fort enchevêtrement des modes de gestion, des structures et des périmètres de compétences avant transfert,
- sur les tarifs de base, tant en termes de valeur qu'en termes de structuration (part fixe, tranches éventuelles pour la part variable, etc),
- une situation de déséquilibre structurel significatif pour certaines communes ayant induit des situations spécifiques, telles que le subventionnement dérogatoire par le budget général au budget annexe, l'absence de budgets annexes, l'absence de cloisonnement entre les budgets, l'absence d'amortissement des travaux et la non identification de certaines charges aux budgets annexes,
- un nécessaire réajustement des moyens humains,
- des excédents comptables non transférés à la CASA, sur lesquels reposait une partie de la stratégie d'équilibre budgétaire.

Aussi, la prise en charge de cette compétence par la CASA nécessite désormais la définition d'une stratégie globale à l'échelle du territoire, permettant d'équilibrer le fonctionnement des services existants, mais également de financer les investissements nécessaires à la demande des communes (travaux, renouvellement de réseaux, mise aux normes des ouvrages, protection des ressources, ...) dans le cadre d'une harmonisation progressive des tarifs pratiqués. La mise en œuvre de cette stratégie doit se faire en application du principe fondamental d'un équilibre budgétaire entre les dépenses et les recettes, avec un strict respect d'une gestion étanche et séparée de chaque budget de la CASA, conformément aux règles budgétaires en vigueur.

Sur la base des tendances observées sur la période 2014-2019, les perspectives individuelles par commune mettent en évidence un besoin d'équilibrage individuel sur une partie importante du périmètre (régie et délégations de service public) en matière d'eau potable. Pour corriger ce besoin de financement, il est proposé de rééquilibrer les situations spécifiques de chaque commune en 2022, sur la base des équilibres propres observés.

L'harmonisation progressive des tarifs pratiqués tendra à l'atteinte d'une tarification uniforme en termes de redevance sur toutes les communes de la régie et d'une surtaxe unique sur les communes en délégations de service public pour les services concernés.

Actuellement, le service public de l'eau potable est géré au travers d'une régie à simple autonomie financière pour les communes de CAUSSOLS, CIPIERES, COURMES, GOURDON, GREOLIERES VILLAGE et au travers de délégations de service public pour les communes d'ANTIBES, BIOT, CHATEAUNEUF GRASSE, LA COLLE SUR LOUP, LE BAR SUR LOUP, LE ROURET, OPIO, ROQUEFORT LES PINS, VALBONNE, et VILLENEUVE LOUBET.

Aussi au vu des éléments évoqués ci-dessus, il est nécessaire d'appliquer les tarifs ci-après indiqués à compter du 1^{er} janvier 2022 pour les communes de la régie à simple autonomie financière en charge du service public de l'eau potable à savoir CIPIERES, COURMES, GOURDON et GREOLIERES VILLAGE :

	CIPIERES	COURMES	GOURDON	GREOLIERES VILLAGE
Part fixe	51.00€	72.00€	55.00€	75.00€
Tranche 1 : 0 - 120 m³	1.15€	1.45€	1.20€	1.50€
Tranche 2 : 120 - 500 m³	1.40€	2.00€	1.50€	1.60€
Tranche 3 : 500 - 1 000 m³	1.40€	2.00€	1.60€	1.80€
Tranche 4 : >1 000 m³	1.50€	2.00€	1.60€	1.90€

La régie de l'eau potable est assujettie à TVA. Les tarifs indiqués ci-dessus sont établis en Euros H.T.

Par ailleurs, au vu des éléments évoqués ci-dessus, il est nécessaire d'appliquer les tarifs ci-après indiqués à compter du 1^{er} janvier 2022 pour les surtaxes des communes pour lesquelles le service public est délégué au travers de contrats de délégations de service public à savoir LA COLLE SUR LOUP, LE BAR SUR LOUP et VALBONNE :

	LA COLLE SUR LOUP	LE BAR SUR LOUP	VALBONNE
Part fixe	0.00€	0.00€	0.00€
Tranche 1 : 0 - 120 m³	0.06€	0.05€	0.16€
Tranche 2 : 120 - 500 m³	0.13€	0.05€	0.28€
Tranche 3 : 500 - 1 000 m³	0.13€	0.10€	0.28€
Tranche 4 : > 1 000 m³	0.13€	0.10€	0.28€

Le service de l'eau potable est assujetti à TVA sur ces périmètres. Les tarifs indiqués ci-dessus sont établis en Euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver au 1^{er} janvier 2022 l'application des tarifs définis ci avant pour les communes de la régie à simple autonomie financière à savoir CIPIERES, COURMES, GOURDON et GREOLIERES VILLAGE et d'affecter les recettes correspondantes sur le budget de la régie à autonomie financière « eau potable » ;
- d'approuver au 1^{er} janvier 2022 l'application des surtaxes définies ci avant pour les communes pour lesquelles le service public est délégué au travers de contrats de délégations de service public à savoir les communes de LA COLLE SUR LOUP, LE BAR SUR LOUP et VALBONNE et d'affecter les recettes correspondantes sur le budget annexe activités déléguées « eau potable » ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à l'exécution de la délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver au 1^{er} janvier 2022 l'application des tarifs définis ci avant pour les communes de la régie à simple autonomie financière à savoir CIPIERES, COURMES, GOURDON et GREOLIERES VILLAGE et d'affecter les recettes correspondantes sur le budget de la régie à autonomie financière « eau potable » ;
- d'approuver au 1^{er} janvier 2022 l'application des surtaxes définies ci avant pour les communes pour lesquelles le service public est délégué au travers de contrats de délégations de service public à savoir les communes de LA COLLE SUR LOUP, LE BAR SUR LOUP et VALBONNE et d'affecter les recettes correspondantes sur le budget annexe activités déléguées « eau potable » ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes afférents à l'exécution de la délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 08 novembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 08/11/2021
Numéro : CC_2021_229
Nature : DE - Deliberations
Objet : Tarification de l'eau potable sur le territoire de la CASA - Modification
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : OnDMWbc

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/11/2021
Identifiant : 006-240600585-20211108-CC_2021_229-DE

Acte reçu

Date : 08/11/2021
Numéro interne : CC_2021_229
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Tarification de l'eau potable sur le territoire de la CASA - Modification
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211108-CC_2021_229-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N